

103

AVIA

République du Sénégal
Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)
Banque Mondiale (BM)
Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF)
Cellule de Suivi du Programme de Lutte Contre la Pauvreté (CSPCP)

LA VULNERABILITE DES ENFANTS AU SENEGAL : ETAT DES LIEUX

*Version préliminaire du document préparatoire de l'atelier sur la
vulnérabilité au Sénégal.*

19 AVRIL 2003

Léopold R. SARR lrs25@cornell.edu

Salimata FAYE salifaye@yahoo.fr

Consultants à la Banque Mondiale

Introduction

Les risques auxquels les ménages sénégalais sont exposés relèvent de plusieurs ordres : naturel, sanitaire, éducatif, démographique, économique, social, environnemental.

En dépit de ces nombreux risques auxquels font face les enfants et les ménages au Sénégal, un inventaire de tous les indicateurs de vulnérabilité n'existe pas encore au Sénégal.

L'objectif de cette étude est donc de répertorier l'ensemble des indicateurs utilisés par différentes institutions et programmes dans le cadre d'études quantitatives et qualitatives pour appréhender la vulnérabilité au Sénégal. L'étude tentera également de ressortir les écarts et les chevauchements qui existent entre ces différents indicateurs. Elle s'attachera enfin à une comparaison de ces différentes bases de données ou sources d'information permettant d'analyser la vulnérabilité des enfants.

Pour ce faire, nous avons mené des entretiens auprès de plusieurs ministères, agences nationales, organismes des nations-Unies, ONG pour nous imprégner de leurs méthodes de conception et de suivi de ces indicateurs de vulnérabilité.

Le rapport est organisé comme suit : premièrement, nous tenterons de définir et de mesurer ce que nous entendons par vulnérabilité avant de faire une revue de la littérature sur la vulnérabilité au Sénégal. Ensuite nous nous attacherons à faire l'inventaire des indicateurs utilisés par les institutions opérant au Sénégal.

Dans cette étude, nous mettrons également l'accent sur la vulnérabilité et les risques auxquels sont exposés les enfants et les jeunes de moins de 20 ans. Enfin, nous tenterons de déceler les lacunes, les vides ainsi que les double emplois dont souffrent les différentes sources d'information que nous avons recensées avant d'esquisser quelques recommandations visant à harmoniser les indicateurs de vulnérabilité et à améliorer le DSRP.

Liste des Acronymes

AFDS : Agence du Fonds de Développement Social
ASC : Association Sportive et Culturelle
BCG : Bacille de Coch et de Guérin
BIT : Bureau International du Travail
CEGID : Centre de Guidance Infantile et Familiale
CRDI : Centre de recherche pour le Développement International
DAS : Direction de l'Action Sociale
DESPS : Direction de l'Education Surveillée et de la Protection Sociale
DPS : Direction de la Prévision et de la Statistique
DSRP : Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté
DTC3 : Diphtérie- Tétanos- Coqueluche
EDS : Enquête Démographique et de Santé
ENDA/ TM : Environnement et Développement du Tiers du Monde
EOI : Enquête sur les Objectifs Intermédiaires
EPPS : Enquête sur la Perception de la Pauvreté au Sénégal
ESAM : Enquête Sénégalaise Auprès des Ménages
ESIS : Enquête Sénégalaise sur les Indicateurs de Santé
ESP : Enquête Sur les Priorités
IRD : Institut pour la Recherche en Développement
ISRA : Institut Sénégalais de Recherche Agricole
ME : Ministère de l'Education
MICS : Multiple Integred Cluster /Survey
MIMAP : Micro Impacts of Macroeconomic and Adjustment Policies
ONG : Organisation Non gouvernementaux
PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement
PSAOP : Programme des Services Agricoles et des Organisations de Producteurs
QUID : Questionnaire Unifié des Indicateurs de Développement
RGPH : Recensement Général de la Population et de l'Habitat
RNA : Recensement National sur l'Agriculture
UNICEF : Organisation des Nations Unies chargée de l'Enfance
GPF : Groupement de Promotion Féminine
GIE : Groupement d'Intérêt Economique
CGE : Comité de Gestion de l'Eau
APE : Association des Parents d'Elèves

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
SECTION I : DEFINITIONS ET MESURES DE LA VULNERABILITE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
SECTION II : REVUE DE LA LITTERATURE SUR LA VULNERABILITE AU SENEGAL	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
SECTION III : INVENTAIRE DES INDICATEURS DE VULNERABILITE AU SENEGAL	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
CONCLUSION	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
INTRODUCTION.....	4
SECTION I : DEFINITION ET MESURES DE LA VULNERABILITE	5
1) Définition de la vulnérabilité	5
2) Mesure de la vulnérabilité	6
SECTION II : REVUE DE LA LITTERATURE SUR LA VULNERABILITE AU SENEGAL	7
SECTION III : INVENTAIRE DES INDICATEURS DE VULNERABILITE AU SENEGAL	11
1) Santé et Nutrition	12
a-) Les soins prénatals	12
b-) Couverture vaccinale et allaitement maternel des enfants	12
c-) Conditions d'accouchement de la mère et prise en charge des enfants	13
d-) Prévalence de maladies (paludisme, diarrhées, infections respiratoires, sida, MST)	13
e-) Famine et nourriture inadéquate	14
f-) Les handicapés	14
g-) Accès aux services de santé	14
h-) L'accès à l'eau potable	15
2) Education	16
a-) Les abandons scolaires	17
b-) L'analphabétisme des adultes	17
d-) Les distances à parcourir pour aller à l'école	18
e-) Le travail des élèves	18
3) Emploi	19
a-) Taux de chômage des jeunes	19
b-) Taux de variabilité des revenus salariaux	19
c-) Les domestiques et autres travailleurs du privé	20
d-) zones enclavées ou zones à faible taux d'émigration	20
e-) Les risques sociaux	20
4) Agriculture	21
a-) L'accès aux techniques et services agricoles	22
b-) Le taux de variation des revenus agricoles	22
6) Autres types de risque	22
Tableau 6 : Périodicité et couverture géographique des enquêtes	25
CONCLUSION.....	26
LISTE DES ETUDES RE CENSEES.....	28
ANNEXES	31
I. EVOLUTION DE QUELS INDICATEURS DISPONIBLES DANS LES ENQUETES NATIONALES	31
II. STATISTIQUES DISPONIBLES DANS QUELQUES ETUDES DE CAS SUR LE TRAVAIL DES ENFANTS	33
ANNEXE 10 : TYPES DE RISQUES ENCOURUS PAR LES ENFANTS	34

Section I : Définition et mesures de la vulnérabilité

1) Définition de la vulnérabilité

La vulnérabilité peut être définie comme étant le risque associé à la baisse du niveau de bien-être d'un individu ou d'un ménage. La privation de certaines fonctionnalités, potentialités ou 'capabilités' -pour paraphraser l'expression de Sen- dont souffre un individu le rend vulnérable aux chocs. Ces chocs exogènes – idiosyncratiques ou agrégés- peuvent par exemple résulter d'un fléau (sécheresse, famine, etc.), d'une perte d'emploi, d'un décès de parent, d'une maladie ou d'une invalidité temporaire ou permanente d'un membre du ménage.

Le risque auquel fait face le ménage ou l'individu tend à être déterminé par son environnement, la position géographique de sa communauté, ses actifs, ses préférences en matière de choix de consommation et de production, etc.

Dans le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP), la vulnérabilité est définie comme un « état de dénuement parfois dû à l'absence ou à la faiblesse de revenus et de ressources devant permettre de faire face aux besoins et qui expose l'individu à des risques parfois difficiles à supporter ».

Quant à Alwang and Siegel (2000), ils définissent la vulnérabilité en rapport avec des événements qui peuvent surgir dans le futur. Selon ces auteurs, la vulnérabilité a une dimension prospective et constitue un processus dynamique de risque, d'exposition à des événements malheureux ou à des chocs adverses. Elle correspond enfin à un processus de réactions ex post à la sévérité de l'événement ou du choc subi, lequel choc obéit à une logique aléatoire.

C'est pourquoi, même si la vulnérabilité entretient un rapport étroit avec la pauvreté, elle ne s'en distingue pas moins. Tout comme le concept de pauvreté, la notion de vulnérabilité ne se prête guère à une quantification ou une mesure facile.

En effet, comment peut-on évaluer le degré de vulnérabilité d'une personne ou d'un ménage qui, par exemple, peut faire face à un risque éducatif mais demeure impuissante devant un risque de santé. Est-ce que les risques auxquels sont exposés

Il faut cependant noter que la complexité du phénomène des enfants à risque rend cette catégorisation difficile. Par conséquent, on ne peut s'en tenir à une classification rigide (Programme National de prise en Charge des Enfants en Situation de Risque, Primature, 2000). Par exemple, certains mendiants sont en même temps des enfants de la rue tout comme certains enfants de la rue travaillent.

Les études qui se sont attachées à cerner la situation des enfants vulnérables sont nombreuses mais la plupart sont axées sur les enfants travailleurs, les enfants de la rue et les mendiants.

Le travail des enfants au Sénégal a fait l'objet de plusieurs travaux de recherche sous l'égide d'organismes internationaux, d'ONG et du gouvernement du Sénégal.

Dans nombre de ses rapports et documents techniques, le Bureau International du Travail (BIT) souligne le fait que des dizaines de milliers d'enfants sont engagés dans des formes intolérables de travail qui les privent d'épanouissement. De par leur nature et les conditions dans lesquelles ils s'exercent, ces travaux peuvent nuire à la santé des enfants, à leur sécurité, leur éducation, leur épanouissement et même menacer leur propre existence.

L'Institut Sénégalais de Recherches Agricoles (2002) a essayé d'appréhender les risques encourus par les enfants qui travaillent dans le secteur de la pêche. Le choix de ce secteur se justifie par le fait qu'il appartient aux domaines d'activités où les enfants peuvent remplir des tâches à risque. Cette étude a montré que l'essentiel des enfants interrogés sont des garçons (91,8%). Concernant le niveau d'instruction, seuls 7,4% des garçons ont atteint le collège alors que les filles ne dépassent pas le primaire. La déperdition scolaire des enfants qui rejoignent ce secteur est principalement liée à l'abandon pur et simple de l'école (63,9%) et à l'exclusion (32,9%). Les enfants travaillent en moyenne 8,1 heures par jours et subissent très souvent des violences physiques et psychiques. Les risques les plus encourus par ces enfants sont la noyade (14,8%) et les blessures (87,6%). Le travail nocturne est assez fréquent (47,3% des unités d'exploitation visitées).

En zone rurale, l'étude BIT/ CEGID (2002) s'est intéressée aux phénomènes de l'orpaillage, de l'exploitation du sel et de la pierre. Le travail de l'or nécessitant beaucoup d'efforts et de temps, il peut arriver que les enfants travaillent plus de 8

non fonctionnelles, le fait d'habiter dans une grande famille où un seul membre travaille, le fait, pour un ménage, de ne pouvoir dégager une épargne de précaution pour faire face aux incertitudes et imprévus du futur.

Pour bien mesurer la vulnérabilité, il conviendrait de suivre les mouvements d'entrée et de sortie du cycle de la pauvreté au cours d'une période donnée. Une distinction entre pauvreté de court terme – ou plus précisément pauvreté intertemporelle si l'on s'inscrit dans la dynamique- et pauvreté chronique permet ainsi de cerner l'effet de la variabilité du niveau de pauvreté, et donc de la vulnérabilité sur le bien-être.

Une question importante de politique publique reste de savoir si la stratégie de réduction de la pauvreté doit viser en priorité la pauvreté transitoire, la pauvreté de longue durée, or si elle doit plutôt favoriser les plus vulnérables parmi les pauvres et les non-pauvres.

Enfin, la corrélation dans le temps des chocs que subissent les ménages ou les individus est essentielle pour concevoir des stratégies ciblées d'amortissement de ces chocs ou d'accroissement du niveau de bien-être de ces individus vulnérables et démunis.

Section II : Revue de la littérature sur la vulnérabilité au Sénégal

Selon une étude sur la situation des enfants au Sénégal effectuée en 2000 par *Save The Children*, les enfants en situation de vulnérabilité du fait de leurs statuts variés peuvent être classés en huit catégories :

- les enfants travailleurs ;
- les mendiants ;
- les enfants de la rue ;
- les enfants en conflit avec la loi ;
- les enfants handicapés ;
- les enfants victimes de maladies dont le SIDA ;
- les enfants victimes de conflits armés et de sinistres ;
- Les enfants victimes d'abus sexuels.

ces individus sont de la même importance dans l'appréhension de leur niveau de vulnérabilité ? Dans l'évaluation de leur niveau de bien-être ? La vulnérabilité qui frappe les pauvres ne tend-elle pas à être plus sévère que celle qui affecte les moins démunis ?

Ces questions sont d'importance pour la conception et la mise en oeuvre de la politique publique, notamment la définition et l'application de stratégies de réduction de la pauvreté, en particulier la mise en place de filets de sécurité pour les populations les plus démunies et les plus vulnérables.

2) Mesure de la vulnérabilité

Si la vulnérabilité est une composante essentielle du niveau de bien-être d'un individu ou d'un ménage en ce qu'elle empêche de satisfaire la 'fonctionnalité' de sécurité, elle ne demeure pas moins difficile à mesurer. En effet, elle n'est généralement pas directement observable. Elle peut revêtir des formes cachées, se manifester dans le court terme mais aussi elle peut s'inscrire dans la durée.

Elle est généralement mesurée en utilisant des indicateurs indirects ou passés de variabilité du niveau de bien-être. Ce dernier pouvant se traduire en termes d'utilité, de revenu ou de consommation, ou encore en termes de manque ou d'absence de certaines fonctionnalités ou 'capabilités'.

Ces indicateurs de variabilité du niveau de bien-être apparaissent généralement comme des estimations approximatives du degré d'exposition au risque. Par exemple, le fait pour un paysan de ne posséder aucune terre ou pour un éleveur de vivre sans aucun bétail, le fait que plusieurs membres du ménage partagent une seule pièce du logement, le fait qu'un enfant vive loin de ses parents biologiques, le fait d'être un handicapé physique ou mental, le fait, pour une jeune fille, de tomber enceinte ou de se marier trop jeune, pour un enfant le fait d'habiter dans un ménage où personne n'a été à l'école, le fait, pour un individu, de ne pas avoir les moyens de manger les trois repas du jour, le fait d'habiter dans une zone rurale isolée du Sénégal oriental où des structures sanitaires n'existent pas ou sont

heures par jour. La majorité d'entre eux soutiennent que leurs conditions de travail sont très dures. Ce qui peut avoir des répercussions non seulement sur leur santé mais également sur leur scolarisation. Leur niveau d'instruction ne dépassant pas en général le primaire, le taux d'échec scolaire y est très élevé, surtout chez les filles.

On enregistre le même phénomène dans le travail du sel. Dans le concassage des blocs de pierres, les enfants sont souvent confrontés à des risques de maladies d'ordre respiratoire, musculaire et osseux.

La situation des jeunes filles domestiques constitue une préoccupation non négligeable des Autorités Sénégalaises. En effet, les jeunes filles effectuent des travaux multiples et pénibles qui ne sont généralement pas à la mesure des salaires qu'elles perçoivent. L'enquête de ENDA (Jeuda 99) montre que les types d'activités domestiques exécutées par les enfants de 6 à 14 ans dépendent de leur âge. Au-delà de 14 ans, les filles sont impliquées dans toutes sortes de travaux ménagers. Pour ces jeunes filles, les journées de travail sont longues (plus de 10 heures) et non conformes aux normes édictées dans les textes et règlements, note Fatou SARR.

Malgré l'absence de statistiques fiables, il va sans dire que le phénomène des enfants de la rue prend de plus en plus de l'ampleur. Dans le document intitulé «Analyse de la Situation des Enfants au Sénégal» publié par *Save The Children SUEDE*, Fatou SARR considère que la pauvreté est l'une des principales causes de la présence des enfants dans la rue. Ces enfants sont confrontés en général à des problèmes d'ordre sanitaire et alimentaire. L'enquête sur les enfants de la rue à Thiès et à Mbour (UNICEF, 1999) a montré que leur équilibre nutritionnel est précaire. Leur état nutritionnel et la fatigue physique qu'ils accumulent, font qu'on enregistre chez eux un fort taux de morbidité. De surcroît, l'usage de la drogue est très fréquent dans ce milieu où 31,80% des enfants s'y adonnent.

Une autre manifestation de la vulnérabilité est le phénomène de la mendicité. Socialement admise au Sénégal, la mendicité est aujourd'hui érigée en profession. Elle est devenue une activité lucrative, principalement en zone urbaine. Fatou SARR définit le mendiant professionnel comme un enfant de la rue qui vit les pires formes d'exploitation. Les mendiants sont souvent exposés à des risques de faim, de

- *environnemental* (pollution, stagnation des eaux de pluies, absence ou mauvaise évacuation des eaux usées, insalubrité des ordures ménagères, déforestation, dégradation de la qualité du sol, etc.).

1) Santé et Nutrition

Les principaux indicateurs de vulnérabilité liés à la santé et à la nutrition que nous avons pu identifier dans les diverses enquêtes et études sont : l'existence de soins prénatals, la couverture vaccinale des enfants, le défaut d'allaitement maternel, les conditions d'accouchement de la mère, la non participation de l'enfant à des programmes de nutrition, son faible niveau de prise en charge, la prévalence des maladies diarrhéiques, des infections respiratoires ou du paludisme, la connaissance et la prévalence du sida et des autres MST, le risque de famine dans les ménages, la situation des handicapés, l'accès aux services sociaux de base.

a-) Les soins prénatals

Un grand nombre d'enquêtes réalisées au Sénégal fournissent des indicateurs de santé et de nutrition de l'enfant, de la mère et des autres membres du ménage. Dans le Questionnaire Unifié des Indicateurs de Développement (QUID) réalisé par la DPS en 2001, existe l'information sur les soins prénatals dont a bénéficié la mère. La question y est de savoir si la mère a reçu des soins prénatals durant la grossesse. Ainsi, les femmes qui n'auraient reçu aucun soin prénatal ont une plus grande probabilité d'exposer leurs enfants à des problèmes de santé à leur naissance. Ces enfants tendent à être plus vulnérables que les enfants dont la mère a bénéficié de ces soins.

b-) Couverture vaccinale et allaitement maternel des enfants

Les enquêtes MICS (Multiple Integrated Cluster Survey) I et II, les EDS (Enquêtes Démographiques et de Santé) I, II et III et l'enquête ESIS (Enquête Sénégalaise sur les Indicateurs de Santé) comportent un certain nombre d'indicateurs communs de risque sanitaire tels que la couverture vaccinale contre le tétanos néonatal, la couverture vaccinale des enfants, l'allaitement maternel, la connaissance de l'infection du SIDA ainsi que les principaux moyens de prévention

eux sont directement victimes du conflit en Casamance. Ils éprouvent d'énormes difficultés à accéder aux services sociaux de base.

Enfin, les enfants victimes de handicaps représentent une proportion non moins importante dans la population totale des handicapés (10%) alors qu'il y a un déficit de structures spécialisées pour leur prise en charge, constate Fatou SARR.

Section III : Inventaire des indicateurs de vulnérabilité au Sénégal

Les risques auxquels les ménages sénégalais sont exposés relèvent de plusieurs ordres :

- *naturel* (manque de pluie, sécheresse, inondations, péril acridien, etc.) ;
- *santé* (maladies, épidémies, blessures, accidents, invalidité, famines, etc.) ;
- *éducatif* (analphabétisme, abandon scolaire, éloignement de l'école, travail des enfants, temps imparti par l'enfant aux travaux domestiques, mauvaise fréquentation, inadéquation de la formation aux emplois existants, exode des cerveaux, etc.)
- *démographique* (naissance, décès, maternité, divorce, déchirure du lien familial, etc.) ;
- *économique* (perte d'emploi, emploi précaire, manque d'opportunités d'emplois, mauvaises récoltes, perte de bétail ou d'actifs, absence ou manque d'infrastructures, baisse de revenus d'exploitation, hausse des prix des matières premières sur le marché mondial, hausse du prix du pétrole et des intrants, fermeture d'entreprises, etc.)
- *social* (déchirure du tissu familial et social, absence ou faiblesse du capital social, vol, mendicité, prostitution, violence en milieu urbain, crimes, grèves des syndicats et tensions sociales, conflits autour de la terre ou du bétail, etc.) ;

formes d'exploitation. Les mendiants sont souvent exposés à des risques de faim, de drogue, de viol, de prostitution ou de maladies - y compris les maladies sexuellement transmissibles-, etc. Ils sont souvent sans abris ou sont logés dans des conditions très précaires.

Selon cette étude, d'autres catégories d'enfants exploités se livrent à la mendicité. Pour l'ensemble des enfants interrogés, 96,8% sont des garçons et 3,2% des filles. Parmi eux, 47% des mendiants sont de la tranche d'âge 10 – 14 ans, 29,9% ont entre 5 et 9 ans et la tranche d'âge 15 – 17 ans représente 23%. Parmi l'effectif des enfants enquêtés, la fréquentation scolaire est de l'ordre de 16,9%, dont 30,6% continuent de fréquenter l'école.

Par ailleurs, 27,4% des mendiants enquêtés ne mangent pas à leur faim, 34,6% des enfants consacrent entre 5 et 7 heures à mendier, 14,6% d'entre eux passent plus 7 heures à mendier. Une telle situation est de nature à compromettre leurs chances d'aller à l'école et d'accumuler du capital humain pour pouvoir s'insérer sur le marché du travail.

Le problème des abus sexuels a été exploré dans l'étude de Serigne Mor Mbaye (CEGID) qui montre que l'enfant est d'abord victime de son entourage. Selon l'UNICEF (1999), la proportion d'enfants de la rue victimes d'abus sexuels est de l'ordre de 15,9% à Mbour et de 11% à Thiès.

On pourrait également souligner la situation d'extrême vulnérabilité que connaissent les enfants séropositifs ou encore des enfants dont les parents sont infectés par le VIH. L'étude de Thérèse Gabrielle Diouf (2000) sur les enfants affectés par le Sida, montre que la maladie des parents affecte financièrement les enfants et a un impact sur leurs conditions de vie : leur scolarisation, leur alimentation et leur stabilité psychique.

En plus des catégories d'enfants énumérés ci-dessus, il faut ajouter que les enfants victimes de conflits armés, de sinistres ou de pratiques traditionnelles rétrogrades (mariages forcés ou précoces, mutilations sexuelles) sont aussi dans des situations de grande vulnérabilité. L'enquête effectuée par les services gouvernementaux de Ziguinchor auprès de 190 enfants montre que 90,5% d'entre

de la transmission chez les adolescentes de 15-19 ans. Une comparaison de ces trois bases de données permet d'identifier les écarts et de repérer les similitudes entre ces différents indicateurs de vulnérabilité au plan sanitaire.

c-) Conditions d'accouchement de la mère et prise en charge des enfants

L'enquête décentralisée du MIMAP (Micro Impacts of Macroeconomic and Adjustment Policies), le QUID et les EDS comportent une question relative aux conditions d'accouchement de la mère. En effet, les conditions dans lesquelles naissent les enfants peuvent être déterminantes pour leur survie, leur état de santé, leur parcours scolaire, leur insertion active dans la communauté (QUID). Ont-ils participé à un programme nutritionnel (ESIS, MICS, QUID)? A un suivi de leur croissance (MICS)? Quel est leur niveau de prise en charge (ESIS, MICS)? Leur participation à ces types de programme peut aussi dépendre du niveau d'éducation de leurs parents et de certaines caractéristiques propres à leurs ménages (voir le tableau 1).

d-) Prévalence de maladies (paludisme, diarrhées, infections respiratoires, sida, MST).

En ce qui concerne la prévalence des maladies diarrhéiques, des infections respiratoires, du paludisme, les enquêtes ESIS et MICS fournissent des données permettant d'apprécier l'état d'invalidité des individus qui en souffrent et donc de mesurer le coût que cette incapacité inflige au ménage et à l'individu qui peut être amené à arrêter son activité productive pour une longue durée.

Les EDS contiennent également l'indicateur lié à la connaissance de l'infection du sida et des moyens de le prévenir. Le fléau du sida -avec la transmission du virus de la mère à l'enfant- sévit aussi dans le milieu de la prostitution -officielle et clandestine-, même si la prévalence sur le reste de la population demeure marginale¹. Les jeunes adolescents et adolescentes sont la tranche d'âge la plus exposée au risque de contamination (voir l'étude de Christian Lauren, IRD). Cette étude révèle que la prévalence du VIH chez les prostituées de Dakar est d'environ 14% alors qu'elle n'est que de 1,4% dans la population totale.

¹ On peut noter que le taux de prévalence du sida n'existe pas dans les données de l'ESIS ou des EDS mais on pourrait le trouver au niveau du système de surveillance du VIH dans le cadre du Programme National sur le Sida.

Tableau 1 : Indicateurs de vulnérabilité dans le domaine de la santé.

<i>Indicateurs de santé identifiés</i>	<i>Source d'information</i>
Soins prénatals de la mère	QUID, EDS (I, II, III), MIMAP
Couverture vaccinale contre le tétanos néonatal.	MICS (I,II), EDS (I,II, III), ESIS
Couverture vaccinale des enfants (BCG, VPO, DTC3), Rougeole.	MICS (I,II), EDS (I,II, III), ESIS, EOI
Assistance à l'accouchement.	EDS (I, II, III), MIMAP, QUID
Niveau de prise en charge des enfants.	ESIS, MICS (I,II)
Surveillance nutritionnelle et pondérale des enfants.	ESIS, MICS (I, II), MIMAP
Malnutrition sévère des enfants.	EDS (I, II, III) EOI, MICS (I, II)
Allaitement maternel (au biberon 0-11 mois).	MICS (I,II), EDS (I,II, III), ESIS
Retard de croissance (taille pour âge.)	EDS (I, II, III), MIC (I, II), EOI, MIMAP
Prévalence de l'insuffisance pondérale.	ESIS, MICS (I, II), EDS (I, II, III), EOI, MIMAP
Prévalence des maladies diarrhéiques.	ESIS, MICS (I, II), EDS (I, II, III), EOI
Prévalence des infections respiratoires.	ESIS, MICS (I, II)
Prévalence du paludisme.	EDS (I, II, III)
Prévalence contraceptive et attitudes par rapport aux méthodes de contraception.	EDS (I,II, III), ESIS, MICS (I, II)
Connaissance de l'infection du SIDA ainsi que les principaux moyens de prévention de la transmission chez les adolescentes de 15-19 ans.	MICS (I,II), EDS (I, II, III), ESIS
Prévalence du Sida chez les jeunes.	
Nombre de bébés et d'enfants séropositifs.	
Prévalence des autres MST chez les jeunes.	ESIS, MICS (I,II), EDS (I, II, III)
Faim, nourriture insuffisante ou inadéquate	RGPH 2002, QUID, MIMAP
Accident, handicap ou blessure grave.	QUID
Accès à l'eau potable.	MIMAP, Recensement Agricole
Accès aux structures de santé.	MIMAP, EPPS

Les statistiques du Ministère de la santé font actuellement l'objet de réorganisation pour une harmonisation du système de collecte des informations et de suivi des indicateurs utilisés dans le cadre de la politique de santé du Gouvernement.

2) Education

Les indicateurs de vulnérabilité que nous avons retenus dans le domaine de l'éducation sont les suivants : abandons scolaires, analphabétisme des adultes du ménage, la localisation de l'école par rapport au domicile ou à la communauté, le travail domestique des filles ou le travail rémunéré des enfants.

De surcroît, ces difficultés peuvent entraîner la non fréquentation ou la simple désaffectation de ces services de santé, et donc induire une plus grande vulnérabilité de ces personnes ou des ménages concernés. Selon le DSRP (2001), les régions de Kolda, Diourbel, Fatick et Louga sont les plus affectées par le manque de soins de santé primaire aux enfants des familles démunies qui, du reste, ne bénéficient pas des médicaments de qualité à bas prix.

Dans l'enquête EPPS, 50.4% des ménages ont accès à un dispensaire (moins d'un km) au niveau national mais ce taux reste faible dans les régions de Kolda, Diourbel, Fatick et Louga. Dans le QUID, le taux d'accessibilité aux services médicaux (moins de 30 mn) est de 57.6%.

h-) L'accès à l'eau potable

Les deux enquêtes, QUID ET EPPS, montrent que l'accès à l'eau potable est plus facile à Dakar, Ziguinchor et Thiès que dans les autres régions. Quand on sait que l'OMS recommande un volume de 35 litres d'eau par habitant par jour pour boire, faire ses besoins, se doucher convenablement, on mesure la précarité dans laquelle vivent tous les individus qui se situent en dessous du taux moyen de 28 litres qui prévaut actuellement au Sénégal.

Le DSRP souligne qu'en zone urbaine, les pauvres paient l'eau puisée dans les bornes fontaines trois à quatre fois plus cher que le prix payé par les ménages riches qui possèdent des robinets intérieurs. Ce phénomène subsiste-t-il malgré l'existence des raccordements sociaux destinés aux ménages les plus démunis? Si tel est le cas, cette situation serait symptomatique d'une vulnérabilité aiguë dont souffrent certains ménages pauvres qui seraient condamnés à vivre au jour le jour, au gré des fluctuations de ressources qui leur parviennent, se contentant du strict minimum dans certains cas, quitte à payer plus cher pour se le procurer, et dans d'autres circonstances, se passant de ce minimum vital dans l'attente angoissée et fatidique d'une manne du ciel !

e-) Famine et nourriture inadéquate

Un nombre non négligeable de ménages sénégalais éprouvent des difficultés à nourrir convenablement leurs membres tous les jours (QUID, RGPH 2002). Dans le Recensement Général de la Population et de l'Habitat réalisé en décembre 2002, deux questions avaient porté sur la pauvreté :

- Au cours des 12 derniers mois, est-ce que le ménage n'a pas pris un des trois repas quotidiens par manque de ressources ?
- Au cours des 12 derniers mois, est-ce que le ménage n'a pas pu soigner un membre malade du ménage par manque de ressources ?

Il faut noter ici que la période de référence des 12 derniers mois ne permet pas de saisir la pauvreté au sein des ménages sénégalais, encore moins d'appréhender une quelconque vulnérabilité des ménages. En revanche, le QUID donne une meilleure approximation des conditions de vie de certains ménages à travers la question suivante : « Combien de fois vous est-il arrivé durant l'année dernière d'avoir des problèmes pour satisfaire les besoins en nourriture du ménage ? »

f-) Les handicapés

Les personnes handicapées ne bénéficient généralement pas d'une assistance de l'Etat. Dans les structures éducatives et de santé, les services offerts ne sont pas adaptés à leur handicap. Ils finissent généralement par être laissés à eux-mêmes.

g-) Accès aux services de santé

Quant à l'accès aux services sociaux de base, la même question dans le QUID et le MIMAP est posée à la personne de savoir si elle a eu des problèmes au moment de sa visite auprès du service de santé. Les modalités fournies se rapportent à la cherté du coût, à l'absence de médicaments ou de personnel, à la malpropreté de la structure de santé, à la longueur du temps d'attente, au traitement inefficace délivré. Ces facteurs reflètent à certains égards des caractéristiques de la communauté ou du ménage considéré, qui font que certains individus sont confrontés à de telles difficultés (ESAM I).

a-) Les abandons scolaires

Plusieurs enquêtes contiennent des indicateurs de risque éducatif tels que le taux d'abandon scolaire chez les enfants et les jeunes de moins de 20 ans (MICS, ESIS, Ministère de l'Education Nationale : Annuaire Statistiques Scolaires). Les enquêtes ESP et MIMAP s'intéressent aux causes de l'abandon scolaire. La spécification des raisons de l'abandon permet ainsi d'identifier les groupes les plus vulnérables en matière de scolarisation. Est-ce les enfants dont les parents ne travaillent pas/plus ? Est-ce les enfants aînés dans la famille ? Est-ce les enfants qui vivent loin de l'école ? Est-ce les enfants venant de familles à revenus faibles ? Est-ce les enfants dont les parents sont analphabètes ?

L'enquête ESP liste l'ensemble des dépenses scolaires effectuées par le ménage et on peut se poser la question de savoir si les enfants les plus vulnérables en matière de scolarisation ne sont pas précisément ceux qui proviennent de familles où l'on effectue peu ou moins de dépenses scolaires.

b-) L'analphabétisme des adultes

L'enquête EPPS demande aussi de citer quatre principaux signes de manifestation de la pauvreté parmi lesquels il y a le fait de ne savoir ni lire ni écrire. En effet, dans les ménages au sein desquels aucun membre adulte n'est alphabétisé, les enfants risquent d'être les premières victimes. Cette situation d'extrême vulnérabilité que vivent certains ménages isolés a fait l'objet d'une théorisation par deux économistes, Kaushik Basu et James Foster (On Measuring Literacy, Economic Journal, 1998).

c-) La scolarisation des enfants au Sénégal

Concernant la fréquentation scolaire, les régions de Tambacounda, Diourbel et Kolda connaissent les taux de scolarisation primaire les plus faibles au Sénégal. Un programme de dotation en cantines scolaires et latrines est prévu pour fournir aux enfants des familles pauvres de la nourriture et de l'argent.

Les travailleurs qui changent d'emploi doivent-ils être considérés comme les plus vulnérables ? Ou au contraire, ce phénomène ne serait-il que le simple reflet du fonctionnement des mécanismes de marché avec la loi de l'offre et de la demande à l'oeuvre ? On peut aussi s'interroger de savoir si le phénomène des départs volontaires dans la fonction publique ne résulterait pas de la précarité de l'emploi des travailleurs en dépit de la garantie d'un emploi sécurisant dans le secteur public ?

c-) Les domestiques et autres travailleurs du privé

La vulnérabilité des domestiques, celle des travailleurs du secteur privé transparaît dans la section Emploi de l'enquête ESP à travers les questions suivantes : le travailleur a-t-il droit à une pension de retraite ? A-t-il droit à des congés payés ?

d-) zones enclavées ou zones à faible taux d'émigration

La forte implication des émigrés et des travailleurs au Sénégal dans les efforts décentralisés de développement laisse croire que les zones à faible proportion d'émigrés et de travailleurs semblent être les plus vulnérables.

L'enclavement de certaines zones sans industries ou entreprises génératrices d'emplois et de revenus constitue un handicap sérieux pour bien des habitants de ces localités. A cela s'ajoute l'absence de routes bitumées ou le manque de routes praticables, l'absence d'électricité, d'accès au téléphone sans parler de l'accès à internet (MIMAP) qui vulnérabilisent les habitants de ces zones.

L'absence d'opportunités d'emploi dans ces zones constitue un motif suffisant pour migrer : ceux qui restent dans la zone sont condamnés au chômage ou au désœuvrement avec toutes les conséquences fâcheuses qui peuvent s'y rattacher (banditisme, vol, agressions, drogue, etc.).

e-) Les risques sociaux

Les risques sociaux auxquels les ménages s'exposent ont fait l'objet de beaucoup d'études au Sénégal. Celles-ci vont de la mendicité des enfants à la délinquance juvénile en passant par la prostitution, le phénomène des talibés, des enfants de la rue, des enfants confiés, des orphelins, des domestiques, des familles

Emploi

Le tableau récapitulatif présente les indicateurs de risque économique tels que la perte d'emploi, l'absence ou le manque d'opportunités d'emplois, la précarité des conditions de travail (enfants exploités, domestiques, départs volontaires dans la fonction publique, etc.), les taux de variabilité des revenus salariaux, la proportion des travailleurs émigrés dans une zone, le manque d'infrastructures routières, électriques ou téléphoniques, et une esquisse des risques sociaux auxquels les ménages sénégalais sont exposés.

a-) Taux de chômage des jeunes

Les enquêtes ESAM I, ESP, QUID et MIMAP comportent chacune une section sur l'emploi ou l'activité des membres du ménage. A partir de ces sources, des estimations du taux réel de chômage des jeunes, des pertes d'emploi et des opportunités d'emploi peuvent être obtenues.

La question récurrente de savoir si l'individu a travaillé ou a cherché du travail au cours des sept derniers jours ne suffit pas à estimer le taux de chômage ni ne permet d'apprécier le degré de précarité de l'activité exercée.

b-) Taux de variabilité des revenus salariaux

L'information sur la situation dans la profession (indépendant, salarié public, salarié privé, employeur, aide familial, apprenti/stagiaire) permet une classification des groupes de travailleurs en termes de vulnérabilité.

Un autre type de classification pourrait être fait en distinguant les travailleurs journaliers des saisonniers et des permanents. En effet, ceux dont les revenus font plus l'objet de fluctuations au cours d'une période donnée sont potentiellement les plus vulnérables.

Il s'y ajoute que ces personnes tendent davantage à chercher à accroître leurs revenus en travaillant plus d'heures ou en changeant d'activité. On peut alors se demander, à juste titre, si l'emploi secondaire n'est pas lié à la précarité de l'emploi principal ou aux caractéristiques idiosyncratiques du ménage et de ses membres (cf. l'enquête 1-2-3 sur le secteur informel).

d-) Les distances à parcourir pour aller à l'école

L'éloignement de l'école constitue aussi un facteur rédhibitoire à la scolarisation des enfants, surtout en milieu rural et parfois en milieu péri-urbain. Le taux d'accessibilité à l'école primaire (i.e., moins de 30 minutes) au niveau national est estimé à 81,4% ; Diourbel et Louga enregistrant les plus faibles taux (QUID). Le même constat est fait dans l'enquête EPPS où le taux d'accessibilité (moins d'1 km) est de 80,8%. Il convient cependant de se demander s'il est efficient de construire deux ou trois classes à chaque kilomètre, permettant ainsi à chaque enfant d'entrer à l'école pour ensuite le laisser à lui-même une fois qu'il (elle) franchit les premiers niveaux existants. Des économies d'échelle substantielles peuvent être réalisées en regroupant des enfants de plusieurs villages distants de 1 ou 2 kilomètres dans une même école primaire où les niveaux d'études plus élevés existent (voir tableau 2).

e-) Le travail des élèves

Les difficultés de scolarisation des enfants résultent, dans bien des cas, du fait que l'enfant se trouve dans l'obligation de travailler parallèlement à ses études pour subvenir aux besoins de la famille (QUID, ESP, MIMAP, MICS). Dans l'enquête MICS II, 37,6% des enfants de 5 à 15 ans travaillaient en 2000, 15 % avaient une activité rémunérée et 12% effectuaient des activités domestiques de plus de quatre heures. Des tableaux de données plus détaillées sont compilés en annexe.

Tableau 2 : Indicateurs de vulnérabilité dans le domaine de l'éducation.

<i>Indicateurs de l'éducation identifiés :</i>	<i>Source d'information</i>
Taux d'analphabétisme des adultes de 15 ans et plus.	MICS (I, II), ESIS, ESAM I
Taux de fréquentation du préscolaire.	MICS (I, II), ESIS
Taux d'abandon scolaire chez les jeunes de moins de 20 ans.	MICS (I, II), ESIS, MEN (Annuaire Statistiques Scolaires, DRPE)
Taux d'achèvement dans le primaire.	MEN (Annuaire Statistiques Scolaires, DPPE), MICS (I, II), QUID, MIMAP.
Eloignement de l'école du domicile ou de la communauté.	MIMAP, QUID
Travail des enfants.	MICS (I, II)
Temps imparti par les élèves-filles aux travaux domestiques.	Etude sur travail domestique non salarié (UNICEF)

polygames, etc. Cependant, la nature qualitative de ces sources d'information rend difficile l'identification et le suivi des indicateurs de risque social.

- Niveau de capital social de la collectivité

Les enquêtes EPPS et MIMAP relèvent quelques indicateurs du niveau de capital social dans une communauté donnée à travers l'existence des GPF (Groupements de Promotion Féminine), GIE (Groupement d'Intérêt Economique), CGE (Comité de Gestion de l'Eau), APE (Association de Parents d'Elèves), de comités de santé, de tontines, d'organisations paysannes et autres associations informelles d'épargne et de crédit, d'ASC (Association Sportive et Culturelle), etc. L'enquête PSAOP s'intéresse particulièrement aux organisations paysannes ainsi qu'à leurs activités productives. Une catégorisation des zones en fonction du niveau de capital social permet ainsi d'identifier les zones les moins dynamiques et donc les plus vulnérables. La non-appartenance, pour un individu donné, à ces structures pourrait aussi constituer une manifestation de vulnérabilité.

Tableau 3 : Indicateurs de vulnérabilité dans le domaine de l'emploi.

<i>Risques liés à l'emploi</i>	<i>Sources d'information</i>
- taux de chômage des	Enquête 1 2 3
Jeunes taux de sous-emploi	Enquête méthodologique sur le travail des enfants
- taux d'activité des enfants.	Recensement général des demandeurs d'emploi

4) Agriculture

L'enquête ESP contient des données sur la production agricole tandis que l'enquête ESAM I recèle une mine d'information sur les activités de production agricole et non agricole, sur l'élevage, sur les terres possédées et exploitées, sur les biens de consommation durables et les autres actifs du ménage qui constituent un filet de sécurité contre les fluctuations erratiques de ses revenus, et les mouvements de yoyo des prix des matières premières et autres intrants agricoles.

Risques économiques	
Perte d'emploi ou chômage.	ESAM I, ESP, Enquête 1-2-3, QUID, MIMAP
Manque d'opportunités d'emploi.	ESAM I
Mauvaises récoltes.	ESP, Enquête 1-2-3
Perte de bétail ou d'actifs.	ESAM I, ESP, QUID, Recensement Agricole
Baisse de revenus, de revenus d'exploitation.	ESAM I, ESP, MIMAP
Fermeture d'entreprises.	ESAM I, ESP
Absence ou manque d'infrastructures (routes bitumées, électricité, téléphone, accès à internet, etc..)	MIMAP, EPPS, ESAM I, ESP, Recensement Agricole
Absence ou insuffisance de services sociaux ou privés	QUID, EPPS
Risques sociaux	
Absence ou faiblesse du capital social (GIE, GPF, ASC, tontines, Comité de santé, Comité de gestion de l'eau, organisations paysannes, etc.) Déchirure du tissu familial (parents malades ou sans ressources, mariages mixtes, familles polygames, etc.) Pourcentage des jeunes filles de 15 à 25 ans qui se livrent à la prostitution.	EPPS, MIMAP, Recensement Agricole
Pourcentage des enfants de 3 à 15 ans qui mendient.	
Pourcentage des enfants de 3 à 15 ans qui sont dans la rue.	Etude IRD
Pourcentage des enfants de 0 à 15 ans confiés.	
Nombre d'orphelins ne vivant pas avec leurs parents biologiques.	MICS
Grèves (travailleurs, enseignants, étudiants, etc.)	Etude DAS
Conflits fonciers (paysans, éleveurs).	
Violence et insécurité en milieu urbain (vols, agressions, crimes, drogues, etc.)	
Jeunes dans le milieu carcéral	Etude de la DESPS
Risques environnementaux :	
Pollution en milieu urbain.	ESIS, MICS (I,II)
Assainissement.	
Stagnation des eaux de pluie.	ESIS, MICS (I,II)
Evacuation des selles des enfants.	MIMAP, ESIS, MICS (I,II)
Absence ou mauvaise évacuation des eaux usées.	
Evacuation des ordures ménagères	ESIS, MICS (I,II)
Autres types de risque :	
Perception par les populations de leur niveau de vie, celle de leur communauté et celle de leur vulnérabilité relative dans le temps.	EPPS, MIMAP
Type de logement	ESAM I, MIMAP, ESP

Il convient de signaler que toutes ces enquêtes qui couvrent le territoire national comportent des informations décentralisées au niveau régional, communautaire ou local (voir tableau 6). L'enquête MIMAP constitue une innovation majeure en ce qu'elle collecte des informations désagrégées et

L'enquête EOI révèle que le taux de mortalité néonatale se situe autour de 38 pour mille alors que la mortalité infantile touche environ 70 enfants sur 1000 (EDS, MICS) Par ailleurs, la promiscuité et la mauvaise évacuation des eaux usées ou le stockage des ordures ménagères dans les zones urbaines et péri-urbaines sont de nature à entretenir un environnement malsain propice aux maladies.

Des fléaux tels que la sécheresse laissent la plupart des paysans dans une position vulnérable, surtout lors de la période de soudure où ils se voient obliger d'emprunter à des taux usuraires pour la consommation de leur ménage, pour payer les frais médicaux de leurs malades, les frais de scolarisation des enfants et d'autres besoins pressants du ménage. En effet, le manque de pluies que le Sénégal a connu l'hivernage dernier a commencé à peser sérieusement sur le bien-être des paysans. Il s'y ajoute que les populations de la région Nord du Sénégal ont été particulièrement affectées par les inondations de Janvier 2002 qui ont détruit récoltes, habitats et décimé du bétail.

Par ailleurs, la perception par les individus eux-mêmes de leur niveau de vie ainsi que de celle de leur communauté, apparaît dans les enquêtes EPPS et MIMAP. En indiquant comment elles voient l'évolution de leur niveau de bien-être dans les 5 prochaines années, les personnes interrogées déclinent leur degré de vulnérabilité. Le tableau ci-dessous résume l'ensemble des autres indicateurs de vulnérabilité que nous avons pu identifier à partir de ces différentes sources.

Tableau 5 : Autres types d'indicateurs de vulnérabilité.

<i>Indicateurs identifiés :</i>	<i>Source d'information</i>
<i>Risques démographiques :</i>	
Mortalité néonatale.	MICS (I,II), EDS (I,II, III), ESIS
Mortalité infantile.	MICS (I,II), EDS (I,II, III), ESIS
Mortalité juvénile.	MICS (I,II), EDS (I,II, III), ESIS
Mortalité infanto-juvénile.	MICS (I,II), EDS (I,II, III), ESIS, EOI.
Mortalité maternelle.	ESIS
Nombre de personnes par pièce dans un logement.	ESAM I
Taux de dépendance dans le ménage (nombre de travailleurs/nombre d'inactifs).	ESAM I
Enfants ne vivant pas avec leurs parents biologiques.	MICS (I, II)

a-) *L'accès aux techniques et services agricoles*

Le désengagement de l'Etat de la filière de production et de commercialisation agricole a considérablement réduit l'accès des paysans aux techniques et services agricoles. Les données du Recensement National Agricole de 1998 permettent ainsi de mesurer le taux d'utilisation des techniques agricoles et donc d'apprécier son impact sur les rendements et la productivité agricoles.

b-) *Le taux de variation des revenus agricoles*

La variabilité du niveau des revenus agricoles constitue un indicateur de vulnérabilité, et à l'intérieur du ménage, les variations de revenu individuel ont probablement une incidence sur la façon dont les membres -qui dépendent de ce revenu- font face aux chocs, et donc sur leur vulnérabilité intrinsèque.

En raison d'épineux problèmes rencontrés dans l'exploitation agricole, certains paysans sont amenés à changer de culture de production ou simplement à abandonner toute activité agricole. L'enquête ESP évoque des raisons liées à l'accès au crédit, aux possibilités d'écouler la production sur les marchés, au manque de terres, aux conditions climatiques, à la disponibilité des semences et des engrais, aux caractéristiques propres du ménage.

Tableau 4 : Indicateurs de vulnérabilité dans le domaine agricole.

<i>Risques liés à l'agriculture:</i>	<i>Sources d'information</i>
- Niveau de pluviométrie.	Recensement Agricole
- Famine.	QUID
- Péri acridien	
-Accès aux services techniques agricoles	Recensement Agricole

6) *Autres types de risque*

Les autres types de risque sont des risques d'ordre démographique (mortalité infantile et maternelle, etc.), environnemental (pollution, évacuation des eaux usées, évacuation des ordures ménagères, détérioration du capital foncier, etc.), et naturel (sécheresse, famine, inondation, etc.).

décentralise le système de collecte de données et de suivi de certains indicateurs socio-économiques.

Tableau 6 : Périodicité et couverture géographique des enquêtes

Enquête	Année (Périodicité)	Couverture géographique	Institutions responsables
ESAM I	1994	Nationale	DPS, AFDS
ESAM II	2002	Nationale	DPS, AFDS
ESP	1991	Nationale	Primature et DPS
EPPS	1999	Nationale	PNUD et DPS
QUID	2001 (2 ans)	Nationale	DPS
RGPH	1988, 2002 (10ans)	Nationale	Gouvernement du Sénégal, DPS
Enquête sur l'emploi	1990	Dakar	
MIMAP	2003	Guediawaye, Ndangalma, Tivaouvane	CRDI, DPS
Enquête 1-2-3	2003	Dakar	DPS
EDS	1986, 1997, 2000 (5 ans)	Nationale	Ministère de la Santé, DPS
MICS	1995, 2000 (5 ans)	Nationale	UNICEF, DPS et Ministère de la Petite Enfance
ESIS	1999	Nationale	Ministère de la Santé
Annuaire Statistiques Scolaires	Annuelle	Nationale	Ministère de l'Education Nationale
EOI	1996	-----	Ministère de la Santé
Recensement National de l'Agriculture	1998	Nationale	Ministère de l'Agriculture, DPS
Enquête Méthodologique sur le Travail des Enfants	1993	Nationale	BIT, Ministère de l'Emploi et du Travail
Recensement Général des Demandeurs d'Emploi	1999	Nationale	Ministère de l'Emploi et du Travail

LISTE DES ETUDES RECENSEES

- Coopération Française / ISED / Ministère de la Santé/ UNICEF (1999) : Etude sur la qualité des soins sur la santé urbaine.
- Défense des enfants internationaux/ UNICEF (1998) : Enquête sur les enfants en conflit avec la loi dans les régions de Kaolack, Diourbel, Saint-Louis et Thiès.
- Diouf C. T. G(2000) : la situation psychologique et financière des veuves et orphelins infectés ou affectés par le VIH/ Sida.
- Duclos, J. Y. (2002): Vulnerability and Poverty Measurement Issues for Public Policy, Social Protection Discussion Paper Series, NO. 0230, The World Bank.
- Enda – Tiers Monde / Jeunesse Action/ UNICEF/ Ministère des affaires sociales (1998) : Loxo ci poss / la main dans la poche d'autrui.
- Enda-Tiers Monde / Jeunesse action (1990). Enfants en situation difficile : quelques axes de réflexion. Jeuda 77
- Enda-Tiers Monde / Jeunesse action (1992). Chargeurs de briquets à gaz, cireurs ambulants, porteurs dans les marchés, employés de maison, accompagnateurs de touristes : quelques exemples d'appui aux enfants et jeunes travailleurs du Sénégal et d'ailleurs. Jeuda 83.
- Enquête Démographique et de Santé au Sénégal (EDS II), 1992 – 1993
- Forum national des jeunes et des adolescents (11-15 Mai 2000) : rapport général provisoire.
- Gouvernement du Sénégal, MEN, ENDA, Département éducation, animation, UNICEF (1996). Les facteurs liés au phénomène d'abandon des enfants en milieu urbain.
- Gouvernement du Sénégal/ BIT/ UNICEF/ Enda Tiers-Monde (1996) : Les mbindanes sans mbindou : étude avec les petites bonnes de Dakar. Jeuda 99.
- Hagne S. (1998) : Enquêtes sur les enfants handicapés. UNICEF
- MEFP (1997), Enquête Sénégalaise Auprès des Ménages.
- MEFP/DPS (1997) : Enquête Démographique et de Santé (EDS III.)
- MEN, (1999) : Programme Décennal de l'Education et de la Formation.

encore le taux criminalité dans les centres urbains -notamment à Dakar. Qui plus est, la disponibilité de l'information sur, par exemple, les tendances du taux d'évacuation des eaux usées ou des ordures ménagères dans les centres urbains où il y a une forte concentration humaine, aiderait les Autorités à concevoir et mettre en œuvre des stratégies de réduction de ces risques environnementaux.

Toutefois, même si des données sur la vulnérabilité existent, il n'en reste pas moins que leur exploitation demeure fragmentaire et limitée. Or une analyse scientifique rigoureuse de ces bases de données s'avère être un outil précieux pour améliorer la stratégie gouvernementale de réduction de la pauvreté et d'amortissement des chocs que subissent les ménages et les individus.

CONCLUSION

La vulnérabilité constitue un phénomène complexe et difficile à saisir en ce qu'elle peut prendre des formes multiples et variées, se manifester dans le court terme ou encore s'inscrire dans la durée. Dimension constitutive du niveau de bien-être d'un individu, la vulnérabilité est un processus dynamique d'exposition à des risques d'ordre naturel, sanitaire, éducatif, démographique, économique, social, agricole ou environnemental.

Dans cette étude, nous nous sommes particulièrement intéressés à la situation de vulnérabilité et de précarité que vivent nombre d'enfants au Sénégal. Cette situation se caractérise par le travail auquel beaucoup d'enfants sont astreints ou assujettis, par la mendicité qui constitue, dans les centres urbains, le lot quotidien de nombre d'enfants –dont certains, abandonnés à eux-mêmes, ont élu domicile dans la rue-, par les pires formes d'exploitation dont ils souffrent (violence domestique, abus sexuels, conflits armés, trafic, prostitution, etc.). La revue de la littérature nous a ainsi permis de mettre en exergue quelques aspects de la vulnérabilité des enfants au Sénégal.

Nous avons également tenté de répertorier l'ensemble des indicateurs clés de vulnérabilité identifiés à partir de différentes études quantitatives ou qualitatives. Il apparaît ainsi que plusieurs sources partagent les mêmes mesures de la vulnérabilité même si ces indicateurs portent sur des années différentes ou concernent des zones géographiques données. Dans ces conditions, on peut se demander s'il ne serait pas utile dans l'avenir de retenir une même base de sondage pour faciliter la comparaison des indicateurs entre ces diverses sources. Ou alors d'interroger les mêmes ménages ou individus pour suivre l'évolution temporelle de ces indicateurs de vulnérabilité, comme c'est le cas avec les enquêtes ESAM II, QUID et EPPS.

Au-demeurant, la mine d'information que contiennent ces sources ne saurait occulter l'inexistence de données sur des indicateurs de vulnérabilité tels que, par exemple, le nombre de bébés ou d'enfants séropositifs, le nombre d'enfants mendiants ou dans la rue au Sénégal, le taux réel de prostitution des jeunes filles ou

Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan (1997) : Programme National de Lutte contre la Pauvreté.

Ministère de l'Education Nationale/ UNICEF (1997) : Enquête sur les écoles pilotes

Ministère de l'Education Nationale/ UNICEF (1997) : Etude sur l'abandon des filles à l'école primaire.

Ministère de la Santé / DERF (1999) : Enquête Sénégalaise sur les Indicateurs de Santé (ESIS).

Ministère de la Santé / Ministère de la Jeunesse et des Sports / UNICEF (1998) : Renforcement de la prise en charge de la santé des jeunes et adolescents.

OMS / UNICEF / Union Européenne / USAID / CDC – Atlanta / Ministère de la Santé (1999) : Revue du Programme élargi de vaccination

PNUD (2000) : Evaluation en profondeur du Programme Elargi de Lutte contre la Pauvreté (PELCP).

Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la CONFEMEN (1997) : Evaluation du système éducatif sénégalais : enseignement primaire.

Programme de Développement Intégré de la Santé (2000) : Niveau des indicateurs de santé

Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 1988.

République du Sénégal/ Cabinet de la Ministre déléguée, chargée de la Petite Enfance :

Programme de construction et d'animation de la case des tout-petits.

République du Sénégal/ Primature (2000) : Programme national de prise en charge des enfants en situation de risque.

Sadio A (1993) : Le travail des enfants au Sénégal : enquête méthodologique.

UNICEF (1995) : Etude sur les enfants de la rue au Sénégal : enquête qualitative.

UNICEF (1997) : Enquête sur les causes de la migration des talibés.

UNICEF (1999) : Enquête statistique et qualitative sur les enfants de la rue à Thiès et Mbour.

UNICEF (1999) : Etude sur le travail domestique non salarié des enfants.

Annexe 9 : Risques et violences auxquels font face les enfants

Nombre d'heures de travail en moyenne par jour	8,1 heures
Violences physiques et morales subies	
- Bastonnade	58%
- Injures	63,4%
Dangers et risques liés aux activités des enfants	
- Noyade	14,8%
- Blessure	87,6%
- Fracture	7,3%
- Brûlure	7,1%
- Intoxication 1,5%	1,5%
- Autres accidents	10,7%

Source: Ministère de la Santé/ISRA (2002)

2. Etude sur les risques liés au travail des enfants dans l'agriculture et l'élevage.

Annexe 10 : Types de risques encourus par les enfants

Type d'exposition des enfants enquêtés :	Fréquence des risques
- Retards de croissance	1,6%
- Fatigue	7,6%
- Maladie	29,2%
- Brûlure et incendie	6,5%
- Piétinement par animaux	4,6%
- Morsure de serpent	7,4%
- Blessures	34,1%
- Coup de cornes	0,8%
- Bilharziose	2,5%
- Autres	0,3%

Source : Ministère de l'agriculture/ ISRA (2002)

ANNEXES

I. Evolution de quels indicateurs disponibles dans les enquêtes nationales

Annexe 1: Tendances de quels indicateurs de l'éducation dans le MICS II (%)

<i>Indicateurs de l'éducation</i>	<i>en %</i>
- Taux d'alphabétisme des adultes de 15 ans et plus.	41
- Taux de fréquentation du préscolaire.	8,1
- Taux d'achèvement dans le primaire.	52,8

Source : MICS II/ Ministère de la Petite Enfance/ UNICEF/ DPS.

Annexe 2: Tendances de quels indicateurs environnementaux dans le MICS II (en %)

<i>Indicateurs environnementaux</i>	<i>en %</i>
- Evacuation des selles des enfants.	27,2
- Absence ou mauvaise évacuation des eaux usées.	90,8
- Evacuation des ordures ménagères(mauvaise -absence ou mauvaise évacuation des eaux usées, évaluation des ordures)	44

Source : MICS II/Ministère de la Petite Enfance/ UNICEF/ DPS

Annexe 3: Tendances de quels indicateurs démographiques (en %)

<i>Indicateurs démographiques</i>	<i>EOI 1996</i>	<i>EDS-II</i>	<i>EDS-III</i>	<i>ESIS</i>	<i>MICS-II</i>
- Mortalité néonatale.	38				38,8
- Mortalité infantile.	60	76,0	69,4	70,1	70,1
- Mortalité juvénile.	98	87,4	75,1	80,9	80,9
- Mortalité infanto-juvénile.	154	156,7	139,3	145,3	145,3

Sources :

- EOI/ Ministère de la santé
- EDS II, III/ Ministère de la santé/ DPS
- ESIS/ Ministère de la santé
- MICS II/ Ministère de la Petite Enfance/ UNICEF/ DPS

Annexe 4: Tendances de quels indicateurs de santé (en %)

Indicateurs de santé	EOI 1996	EDS- I	EDS- II	EDS- III	ESIS	MICS- II
- Soins prénatals de la mère		64	74	82	82	
- Couverture vaccinale contre le tétanos néonatal.			52,7	83	62,4	74,7
- Couverture vaccinale des enfants.						
BCG	83				87,9	
VPO	61				58,8	
DTC3	61				50,3	
Rougeole	51				62	
- Assistance à l'accouchement.			45	47	48,6	
- Allaitement maternel (allaitement au biberon 0 - 11 mois).						1,6
- Prévalence faible poids a la naissance						13,4
- Retard de croissance (taille pour age).	22,9		21,7			19
- Prévalence de l'insuffisance pondérale(poids pour age).	22,3		21,1			18,4
- malnutrition sévère (poids pour taille)	8,7		6,7			8,3
- Prévalence de la diarrhée.	26		21		21,3	26,1
- Prévalence des infections respiratoires.						
- Prévalence du paludisme.					45	

Sources :

- EOI/ Ministère de la santé
- EDS I, II, III/ Ministère de la santé / DPS
- MICS II/ Ministère de la Petite Enfance/ UNICEF/ DPS

Annexe 5: Connaissance du sida et des moyens de transmission chez les adolescents de 15-19 ans.

	Hommes	Femmes
- Connaissance de l'infection du SIDA chez les adolescents de 15-19 ans..	94,7	92,9
- Connaissances des principaux moyens de prévention de la transmission chez les adolescentes de 15-19 ans	85,9	77

Source : ESIS/ Ministère de la santé

Annexe 6: Prévalence du sida au Sénégal.

Personnes vivant avec le VIH/sida (1999)	79 000
dont :	
Femmes	40 000
Hommes	35 700
Enfants	3 300
Taux de prévalence du VIH chez les adultes (%)	1,8
Nombre estimatif de décès dus au sida en 1999	7 800
Enfants ayant perdu un parent ou les deux	42 000

Source : ONUSIDA, Commission économique de l'ONU pour l'Afrique. Le sida en Afrique : situation par pays, 2000.

II. Statistiques disponibles dans quelques études de cas sur le travail des enfants

1. Etude sur les pires formes de travail des enfants dans le secteur de la pêche artisanale maritime sénégalaise

Annexe 7 : Répartition des enfants par sexe et par âge

	Garçons	Filles	Total
6 a 8 ans	2,2	0,1	2,3
9 a 11 ans	12,8	2,2	15,8
12 a 13 ans	33,2	2,6	35,8
14 a 15 ans	43,6	3,2	46,8
Total	91,8	8,2	100

Source: Ministère de la Santé/ISRA (2002)

Annexe 8 : Fréquence du type d'instruction selon le sexe

	Garçons	Filles	Total
scolaire	43,0	3,1	46,1
Arabe/ coran	62,1	5,0	67,1
Alphabétisation	0,7	0,0	0,7
Autre instruction	1,0	0,0	1,0
Aucune instruction	7,5	1,5	9,0

Source: Ministère de la Santé/ISRA (2002)

UNICEF / MEN / UNESCO (2000) : Suivi permanent des acquis scolaires et évaluation des conditions d'enseignement et d'apprentissage dans les écoles primaires.

UNICEF / TOSTAN (1998) : Etude de l'expérience de Malicounda sur l'excision.

UNICEF / UNESCO (1998) : Les initiatives non traditionnelles en matière d'éducation de base au Sénégal.

UNICEF / UNESCO (1998) : Recherche – Action sur les modèles ECB.

UNICEF/BIT (1997) : Le travail des enfants en milieu rural.